

# STATUT DE LA MER EGÉE ENTRE REVENDICATIONS NATIONALES ET DROIT INTERNATIONAL

PAR

ANDREA CALIGIURI (\*)

I. Prémisses – II. La délimitation de la mer territoriale – III. Délimitations du plateau continental – IV. Le droit des Îles égéennes à posséder leurs propres espaces maritimes – V. Le statut juridique de certaines Îles, Îlots et rochers de la Mer Egée – VI. La question de la démilitarisation des îles grecques de la Mer Egée orientale – VII. Conclusion

## I. – PRÉMISSES

La Mer Egée est une mer semi-fermée (1) située entre la côte orientale de la Grèce, les Îles grecques de Crète et du Dodécanèse et la côte occidentale de la Turquie; celle-ci possède plus de 3000 îles, îlots et rochers, ce qui suggéra autrefois aux Vénitiens de la qualifier d'*archipelagos* (2). Son statut juridique a été fixé sur la base des clauses des deux traités de paix de Lausanne (1923) (3) et de Paris (1947) (4), mais il a par la suite été mis en discussion en

---

(\*) Candidat au Doctorat de recherche en Droit International et de l'Union européenne, Université de Macerata.

(1) L'article 122 de la Convention sur le droit de la mer (1982) définit comme « mer fermée ou semi-fermée » « un golfe, un bassin ou une mer entourée par plusieurs Etats et relié à une autre mer ou à l'océan par un passage étroit, ou constitué, entièrement ou principalement, par les mers territoriales et les zones économiques exclusives de plusieurs Etats ».

(2) La signification du mot archipel, qui à l'origine était utilisé pour désigner précisément la Mer Egée, a changé radicalement de sens à la suite de la III Conférence des N.U. sur le droit de la mer et de la Convention de Montego Bay (articles 46-54). Le terme archipel indique « un ensemble d'îles, y compris des parties d'îles, les eaux attenantes et les autres éléments naturels qui ont les uns avec les autres des rapports si étroits qu'ils forment intrinsèquement un tout géographique, économique et politique, ou qui sont historiquement considérés comme tels ». Celui-ci est lié désormais au concept d'« Etat-archipel », c'est-à-dire d'« un Etat constitué entièrement par un ou plusieurs archipels et éventuellement d'autres îles »; la Grèce ne peut pas, toutefois, être définie comme un Etat-archipel. Sur la notion d'archipel, v. J. SYMONIDES, *Archipelagic States : A new Concept in the Law of the Sea*, in *Int. Rel.*, 1984, pp. 39 ss.

(3) *Treaty of Lausanne, League of Nations Treaty Series*, 28.

(4) Pour le texte du *Traité de Paix avec l'Italie (Paris, 10 février 1947)* v. in E. ALCHIERI, *La Diplomazia contemporanea. Raccolta di documenti diplomatici (1815-1956)*, Padova, 1959, pp. 237 ss.

raison des divergences entre la Grèce et la Turquie quant à l'interprétation des clauses de ces deux traités ainsi que des nouvelles normes, conventionnelles et coutumières, du droit international de la mer.

Nous examinerons, dans les pages qui vont suivre, les principaux aspects liés au problème de la délimitation des zones maritimes de la Mer Egée; en outre, une toute particulière attention sera donnée aux revendications territoriales sur certains îlots et rochers de la Mer Egée, partant de l'examen des clauses territoriales des deux traités cités ci-dessus de 1923 et de 1947; et, enfin, nous aborderons la question de la démilitarisation des îles orientales de la Mer Egée, dont la base juridique se trouve dans les mêmes instruments internationaux qui en établissent les droits de souveraineté.

## II. — LA DÉLIMITATIONS DE LA MER TERRITORIALE

Actuellement, la Grèce comme la Turquie exercent leur souveraineté sur une mer territoriale d'une largeur maximum de 6 milles nautiques (5), aussi une bonne partie de la Mer Egée demeure-t-elle soumise au régime de haute mer.

Le contentieux portant sur l'extension des mers territoriales (6) s'est envenimé, à partir de 1995, quand la Grèce, à la suite de la ratification de la Convention des N.U. sur le droit de la mer de

---

(5) La loi grecque 230/1967 dispose comme suit : « *The extent of the territorial sea is fixed at six nautical miles from the coast, without prejudice to provisions in force concerning special matters, with respect to which the territorial zone shall be delimited at a distance either larger or smaller than six miles* ».

La loi turque 476/1967 dispose comme suit : « *Article 1<sup>er</sup> : Turkish territorial waters constitute an integral part of the Turkish territory. The width of the Turkish territorial sea is six nautical miles ...*

*Article 2 : As against states claiming wider territorial waters, the width of Turkish territorial waters is determined on the basis of reciprocity* ».

A noter, que la loi grecque 230 de 1936 est à la base d'un différend gréco-turc concernant l'espace aérien national grec, fixé à 10 milles nautiques, c'est-à-dire à 4 milles au-delà de la limite extérieure de la mer territorial. La Turquie a officiellement contesté cette extension en s'appuyant sur l'article 1 de la Convention relative à l'aviation civile internationale (1944), établissant que « *The contracting States recognize that every State has complete and exclusive sovereignty over the airspace above its territory* », et sur l'article 2 qui définit comme faisant partie du territoire d'un Etat « *the land areas and territorial waters adjacent thereto under the sovereignty, suzerainty, protection or mandate of such State* ». Sur cette question, v., entre autres, SYRIGOE A.M., *The Status of the Aegean Sea according to International Law*, Athens, 1997.

(6) Le contentieux sur la délimitation de la mer territoriale est lié aussi au contentieux sur les droits de souveraineté sur certaines îles de la Mer Egée (« *Gray Areas* ») : v. *infra*, paragraphe 5 de ce document.

1982 (7), manifesta son intention d'appliquer l'article 3, celui-ci prévoyant que : « Tout Etat a le droit de fixer la largeur de sa mer territoriale, cette largeur ne dépasse pas 12 milles marins mesurés à partir de lignes de base établies conformément à la Convention ».

L'application de cette norme comporterait pour la Grèce la possibilité d'accroître, en Mer Egée, l'espace de sa mer territoriale actuellement de 43,5 % à 71,5 %, alors que la mer territoriale de la Turquie, quand bien même ce dernier état devait pareillement porter sa mer territoriale à 12 milles, ne croîtraient que de 1,2 % (de 7,5 % à 8,7 %), quant à l'espace de haute mer, il se verrait réduit de manière importante, pour passer en effet de 49 % à 19,7 %.

On parviendrait à un résultat analogue, en termes d'avantages pour la Grèce, même si les conséquences explosives entraînées par l'article 3 dans le cas spécifique devaient être atténuées par l'application de la norme particulière de l'article 15 de la Convention qui établit que « Lorsque les côtes de deux Etats sont adjacentes ou se font face, ni l'un ni l'autre de ces Etats n'est en droit, sauf accord contraire entre eux, d'étendre sa mer territoriale au-delà de la ligne médiane dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacun des deux Etats ... », et cela parce que les îles grecques de la Mer Egée ont droit à leur propre mer territoriale selon les modalités établies par l'article 121 de la Convention (nous nous arrêterons plus loin sur cette question particulière des zones maritimes des îles).

La Grèce a affirmé que la norme de l'article 3 reflète le développement progressif de la pratique des Etats et codifie une norme de droit international général; en outre, elle fait observer que, même si l'extension de sa mer territoriale était de 12 milles nautiques, le réseau des trafics commerciaux maritimes de la Turquie n'en serait aucunement lésé, et cela en raison du droit de passage inoffensif garanti, sur la base des articles 17-26 de la Convention de Montego Bay, à tous les navires des Etats tiers; un tel droit peut aussi être étendu aux navires de guerre, avec la seule obligation pour ces dernières, l'obligation d'observer les lois et les règlements de l'Etat côtier (8).

(7) Loi grecque 2321 du 31 mai 1995.

(8) Article 30 de la Convention de Montego Bay : « Si un navire de guerre ne respecte pas les lois et les règlements de l'Etat côtier relatifs au passage dans la mer territoriale et passe outre

Au contraire, la Turquie a souligné les motifs pour lesquels la limite des 12 milles n'est ni obligatoire ni automatiquement applicable, s'appuyant, en outre, sur les caractéristiques géographiques particulières de la Mer Egée dont on doit tenir compte dans la délimitation de la mer territoriale entre les deux Etats (9). Ce dernier aspect pourrait être déduit de la pratique en matière de jurisprudence internationale. La Turquie se rapporte, en effet, à l'arrêt concernant l'affaire du Royaume Uni contre la Norvège en matière de pêche (1951) (10), par lequel la Cour internationale de Justice affirma que la délimitation des espaces marins a une portée internationale et que, dans tous les cas, elle ne dépend pas simplement de la volonté de l'Etat côtier : la validité d'une délimitation « *with regard to other States depends upon international law* » ; le même principe est aussi réaffirmé dans les jugements Allemagne contre Islande (1974) (11) et Royaume Uni contre Islande (1974) (12) en matière de pêche. En d'autres termes, la légitimité à s'opposer légalement d'une délimitation unilatérale par rapport aux Etats tiers est liée à son acceptation de la part de ces dits Etats ; on peut, donc, partager pleinement l'affirmation selon laquelle « *bilateralism is inherent in delimitation* » (13).

Par ailleurs, la disposition de l'article 3 trouverait une limite, aussi, dans l'énoncé de l'article 300 de la Convention de Montego Bay même, qui affirme : « Les Etats Parties doivent remplir de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées aux termes de la Convention et exercer les droits, les compétences et les libertés reconnus dans la Convention d'une manière qui ne constitue pas un abus de droit ».

---

à la demande qui lui est faite de s'y conformer, l'Etat côtier peut exiger que ce navire quitte immédiatement la mer territoriale ».

(9) La Turquie, en effet, au cours des sessions de Caracas (II, 1974) et de New York (IV, 1976) de la III Conférence des N.U. sur le droit de la mer, présenta certains projets d'articles concernant, entre autre, la limite externe des eaux territoriales. Il ressortait de ces travaux l'intention d'introduire le principe général selon lequel le droit d'un Etat côtier à établir ladite limite devait être exercée sans préjudice pour les droits et les intérêts des Etats côtiers voisins ; en particulier, pour les mers semi-fermées, la Turquie proposait un système de limitation basé sur l'accord entre les Etats côtiers intéressés, conformément à des principes équitables (V. les documents A/CONF.62/C.2/L.8, A/CONF.62/C.2/L.9, A/CONF.62/C.2/L.90 reproduits dans « *UNCLOS III, Officials Records* », vol. III, p. 188 et vol. V, p. 202).

(10) *Anglo-Norwegian Fisheries Case, Judgement*, in *ICJ Reports*, 1951, pp. 116 ss.

(11) *Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. Iceland), Judgement*, in *ICJ Reports*, 1974, pp. 3 ss.

(12) *Fisheries Jurisdiction Case (United Kingdom v. Iceland), Judgement*, in *ICJ Reports*, 1974, pp. 3 ss.

(13) WEIL P., *The Law of Maritime Delimitation-Reflections*, Cambridge, 1989, p. 110.

En conséquence, l'extension de la mer territoriale de la part de la Grèce au-delà des 6 milles, en prenant aucunement compte de la nature particulière de mer semi-fermée propre à la Mer Egée, ni des droits historiques et des intérêts des Etats côtiers, constituerait, clairement, une violation des normes conventionnelles. Mais sur ce point la Grèce, confortée par les travaux préparatoires de l'article 300, a répliqué que l'article en question n'a pour fonction que de réaffirmer le principe de la bonne foi, comme il peut être déduit de l'article 2, paragraphe 2, de la Charte des Nations Unies, et la norme générale *pacta sunt servanda*.

Toutefois, la norme de la Convention sur laquelle la Turquie a focalisé son attention est la dernière partie de l'article 15, qui prévoit qu'en cas de délimitation de la mer territoriale entre Etats dont les côtes sont adjacentes ou se font face, le critère de la ligne médiane ne doit pas être appliqué « dans le cas où, en raison de l'existence de titres historiques ou d'autres circonstances spéciales, il est nécessaire de délimiter autrement la mer territoriale des deux Etats »; titres historiques qui dériveraient du fait que la Turquie se considère comme l'Etat successeur de l'Empire ottoman et est un des Etats ayant signé le Traité de Lausanne de 1923.

Le doute demeure toutefois concernant l'interprétation à donner au concept de « autres circonstances spéciales », dont l'importance n'est pas négligeable dans le processus de délimitation.

A ce propos, il ne nous reste qu'à examiner de quelle manière la jurisprudence internationale a affronté la question. Dans le cas du Canal de Beagle (1977) (14), le Tribunal d'arbitrage énonça des lignes guide pour tracer la frontière entre eaux contiguës : « un mélange de considérations liées à la dépendance des eaux, la configuration des côtes, l'équidistance, ainsi que le souci de commodité et de navigabilité afin de permettre autant que possible à chaque partie de naviguer dans ses propres eaux ». La sentence d'arbitrage sur la délimitation de la frontière maritime Guinée/Guinée Bissau (1985) (15) ajouta que « Pour faire reposer une délimitation sur une base équitable et objective, il faut autant que possible chercher à assurer à chaque Etat le contrôle des territoires maritimes situés en face de ses côtes et dans leur voisinage ». De tels critères de délimi-

---

(14) *Beagle Channel Arbitration (Argentina c. Chile)*, 22 April 1977 in *ILR*, 52, pp. 93 ss.

(15) *Guinea/Guinea-Bissau Maritime Delimitation*, 14 February 1985, in *ILR*, 77, pp. 636 ss.

tation pourraient être utilisés, *mutatis mutandis*, aussi dans la délimitation de la mer territoriale entre Etats à côtes qui se font face.

Retenons qu'aucune valeur n'est donnée à la déclaration faite le 24 février 1983, à la fin des travaux de la Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, dans laquelle la Turquie s'est définie *persistent objector* en ce qui concerne la formation de la norme coutumière qui fixe à 12 milles nautiques la largeur de la mer territoriale (16). Il semble, en effet, absurde de penser que soit nécessaire la preuve de l'acceptation de la norme coutumière de la part de l'Etat par rapport auquel elle est invoquée, parce que si une telle preuve était nécessaire la coutume tendrait à devenir, ainsi qu'une partie de la doctrine le soutient en effet, un accord tacite et non une norme générale. Cela est confirmé, plus encore, par le fait que la Turquie elle-même, avec une loi de 1982 (17), a reconnu la légitimité de l'extension de la mer territoriale au-delà des 6 milles nautiques, pourvu qu'elle soit conforme aux principes d'équité et tenant compte des caractéristiques géographiques des zones de mer intéressées. Celle-ci, en effet, une fois adopté la limite externe des 12 milles des eaux territoriales de la Mer Méditerranée et de la Mer Noire (18). Il nous semble, donc, raisonnable d'en déduire que la Turquie a de fait adhéré à la norme des 12 milles, pour l'avoir englobée dans son règlement, bien qu'insistant sur certains aspects spécifiques liés à son application.

Ayant constaté par conséquent que les deux Etats ne sont pas en même temps parties signataires de la même convention, celle de Montego Bay de 1982, leurs rapports dans le secteur du droit de la mer peuvent être réglés seulement sur la base de ces normes de droit international auxquels les deux sont liés, c'est-à-dire, dans notre cas, exclusivement à des normes de droit général qui demeurent toutefois difficilement identifiables, mis à part quelques principes généraux, comme on peut déduire de la lecture de la jurisprudence

(16) En particulier, on peut lire dans la déclaration, des références à la délimitation des mers semi-fermées : « *Turkey, in the course of the preparatory stages of the Conference as well as during the Conference, has been a persistent objector to the 12-mile limit. As far as the semi-closed seas are concerned the amendments submitted and the statements made by the Turkish delegation manifest Turkey's consistent and unequivocal refusal to accept the 12-mile limit on such seas ... In view of the foregoing considerations, the 12-mile limit cannot be claimed vis-à-vis Turkey* » (La déclaration est reproduite in *UNICLOS III, Official Records*, vol. XVII, pp. 242 ss.). Sur cet sujet, v. G. PEN-TASSUGLIA, *La rilevanza dell'obiettore persistente nel diritto internazionale*, Bari, 1996.

(17) *Territorial Waters Act*, 2674, in *Official Turkish Gazette*, 20 May 1982.

(18) *Decision of the Turkish Cabinet*, 8/4762, 6 June 1982.

contradictoire internationale. Notons comment l'intervention des institutions communautaires dans la dispute n'a pas représenté un facteur positif. En effet, celle-ci, au lieu de se présenter en qualité de médiateur entre les deux parties, est devenue un sujet défenseur de ses spécificiques et propres intérêts dans la controverse, ayant sollicité la Grèce à étendre ses propres eaux territoriales à 12 milles nautiques, étant le seul Etat membre de la Communauté à n'y avoir pas pourvu (19). Demeure, donc, l'espoir que l'on en arrive à une composition de la controverse à travers un processus concordé par les deux Etats, mais cela implique sans doute une volonté politique commune.

Il est, enfin, nécessaire de faire référence au régime juridique de la « zone maritime contiguë », c'est-à-dire à cette portion de mer, adjacente à la mer territoriale, à l'intérieur de laquelle l'Etat côtier se réserve l'exercice de droits déterminés, comme prévenir la violation de ses propres lois et règlements douaniers, fiscaux, sanitaires et d'immigration et éventuellement d'en punir la violation (20); une zone qui semble, toutefois, aujourd'hui, avoir perdu de son importance, après l'institution des nouvelles aires maritimes de la zone économique exclusive et du plateau continental.

Le caractère éminemment fonctionnel que présente la zone contiguë, rend en général superflue sa délimitation, deux ou trois Etats pouvant exercer les mêmes pouvoirs de contrôle et de répression, selon leurs propres lois, simultanément dans le cadre du même espace marin. Cette affirmation trouve une confirmation dans la position assumée par la Convention de Montego Bay qui a omis la prévision d'une norme spécifique en matière de délimitation de la dite zone, bien qu'elle ait fixé la largeur maximale à 24 milles nautiques de la ligne de base de la mer territoriale (21).

---

(19) Le 27 avril 1978, deux années avant l'adhésion de la Grèce aux Communautés Européennes, la Commission européenne adopta une résolution dans laquelle elle invitait les Etats membres, qui ne l'aurait encore fait, à étendre leurs eaux territoriales à 12 milles nautiques (*JOCE*, C.146, 21 juillet 1978, p. 11). Successivement, en 1981 le Rapport Fourcade relatif au territoire douanier de la Communauté Européenne parlait du droit des îles grecques à réclamer une extension de leurs eaux territoriales à 12 milles nautiques comme le contient (*Fourcade Report*, Document 1-234/81, PE 70.688/def, 27 mai 1981).

(20) Article 33 de la Convention de Montego Bay sur le droit de la mer (1982).

(21) Pour la Grèce l'avantage de l'institution d'une zone contiguë réside essentiellement dans la création d'un lien entre les eaux territoriales et la plate-forme continentale; alors que la Turquie, bien que réaffirmant que « *the rights of the coastal State in such a zone are limited and do not amount to sovereignty and thus cannot affect the rights of States over the high seas* » (*Kirka Statement*, in *UNCLOS III, Official Records*, vol. XVII, part A, § 168), a constaté combien la zone

Une telle situation change, toutefois, radicalement, dès lors que changent les pouvoirs assignés par l'Etat côtier au sein de la dite zone. De la combinaison des articles 303, paragraphe 2 (22), et 33 de la Convention de Montego Bay, il ressort que la zone de mer de 24 milles, correspondant à la zone maritime contiguë, est utilisée par la Convention pour attribuer à l'Etat côtier le pouvoir de prévenir et de réprimer le prélèvement non autorisé d'objets archéologiques et historiques de la zone. S'agissant donc de l'institution d'une zone maritime pour sauvegarder de ressources spécifiques, même si elles sont de nature atypique, de la compétence de chacun des Etats; dans ce cas il devient indubitablement nécessaire de déterminer avec clarté les sphères spatiales respectives relevant de la compétence de chacun d'eux, procédant à la délimitation de la zone, alors que les distances entre les côtes qui se font face ou adjacentes ne permettent pas d'appliquer à cette zone l'extension maximale consentie par le droit international. C'est là que surgit l'opposition entre la position turque et la position grecque. Compte tenu de la lacune présente dans la Convention de Montego Bay concernant les critères de délimitation de la zone contiguë entre Etats ayant des côtes qui se font face ou adjacentes, la Turquie tend à appliquer par analogie, même à la délimitation de la zone contiguë, les normes sur la délimitation de la zone économique exclusive et du plateau continental. Au contraire la Grèce tend à une application des dispositions relatives à la délimitation de la mer territoriale, dans la mesure où la nature et la largeur de ces deux zones sont beaucoup plus semblable et parce que c'est la Convention de Montego Bay même qui, dans sa Partie II, relie le régime de la zone contiguë aux eaux territoriales (23).

Il est, dans tous les cas, nécessaire de constater que les deux Etats, bien qu'ils aient adopté des positions officielles divergentes concernant les méthodes de délimitation dans la zone maritime contiguë, n'ont jamais inséré la question dans la dispute qui les

---

contiguë a perdu de son importance originelle, vu la possibilité pour les Etats d'instituer de propres zones économiques exclusives et des plates-formes continentales.

(22) Article 303, paragraphe 2, Convention de Montego Bay : « Pour contrôler le commerce de ces objets, l'Etat côtier peut, en faisant application de l'article 33, considérer que leur enlèvement du fond de la mer dans la zone visée à cet article, sans son approbation, serait cause d'une infraction sur son territoire ou dans sa mer territoriale, aux lois et règlements de l'Etat côtier visés à ce même article ».

(23) Position officielle du Ministère des Affaires Etrangères grec exprimée, en date du 21 novembre 1992, par le Directeur du Département juridique, Constantin Economidès.



oppose concernant la détermination du statut juridique de la Mer Egée.

### III. — DÉLIMITATIONS DU PLATEAU CONTINENTAL

Le parallèle de la délimitation du plateau continental entre Grèce et Turquie remonte *de facto* à 1973, quand d'importants gisements pétrolifères furent découverts au large de la Thrace près de l'île grecque de Thasos, et plus au sud dans le triangle compris entre les îles grecques de Lemnos, Skiros et de Lesbos. Mais ce n'est qu'après les activités de recherche scientifiques menées par la Turquie dans les zones citées (24), que la Grèce entreprit des actions concrètes pour la tutelle de ses droits sur un plateau continental non encore délimitée, faisant recours à la fois près le Conseil de Sécurité, sur la base de l'article 35, paragraphe 1, de la Charte des Nations Unies, et près la Cour Internationale de Justice, demandant notamment à celle-ci d'indiquer des mesures de précaution, ex article 41 de son Statut, pour la sauvegarde de ses propres droits, dans l'attente d'une décision définitive.

Le 25 août 1976, le Conseil de Sécurité, avec la résolution 395 (1976), invita les parties « *to resume direct negotiations over their differences* » et fit appel à leur « *to do everything within their power to ensure that these (negotiations) result in mutually acceptable solutions* ». Le Conseil, en outre, « *invited Turkey and Greece in this respect to continue to take into account the contribution that appropriate judicial means, in particular the ICJ, are qualified to make to the settlement of any remaining legal differences which they may identify in connection with their present dispute* ».

Le 11 septembre 1976 (25), la Cour internationale de Justice rejeta la demande de la Grèce des mesures de précaution, ayant pourtant constaté que les aires outre les eaux territoriales étaient dans les faits « *areas in dispute* ».

---

(24) En août 1976, un bateau océanographique turc, MTA Sismik I, escorté par une unité de la marine militaire turque, entrepris des recherches à caractère vulcanologique sur les fonds marins de la Mer Egée, légèrement en dehors des eaux territoriales de l'île grecque de Lesbos. Une situation analogue s'était déjà vérifiée, en mai-juin 1973, à la suite des recherches conduites par le bateau océanographique turc Candarli.

(25) *Aegean Sea Continental Shelf, (Greece v. Turkey), Interim Protection, 11 September 1976*, in *ICJ Reports*, 1976, pp. 3 ss.

Par la suite, en 1978 (26), la Cour décida que la question n'était pas de sa compétence, compte tenu des réserves (27) émises par la Grèce au moment de sa ratification, en date du 14 septembre 1931, à l'Acte général de 1928 pour un règlement pacifique des différends internationaux, stipulé entre la Grèce et la Turquie sur la base de l'article 36, paragraphe 1, et à l'article 37 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, à laquelle la Cour actuelle a succédé.

Conformément à la décision du Conseil de Sécurité et en vue du rejet de compétence de la Cour internationale de Justice sur la question, les deux gouvernements signèrent à Berne, le 11 novembre 1976 un accord qui les engageait à instituer une Commission mixte « *to study state practice and international rules on this subject with a view to educating certain principles and practical criteria which could be of use in the delimitation of the continental shelf between the two countries* » dans les négociations futures et de s'abstenir « *from any initiative or act relating to the continental shelf of the Aegean Sea which might prejudice the negotiations* » (28). Un tel accord est actuellement en vigueur mais sujet à des interprétations différentes, faisant que son application demeure difficile (29).

Mais examinons maintenant ce que prévoit la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer en matière de délimitation du plateau continental. La norme de référence, pour le cas examiné, est celui de l'article 83 sur la délimitation du plateau continental entre Etats dont les côtes sont adjacentes ou se font face, qui dispose notamment :

« La délimitation du plateau continental entre Etats dont les côtes sont adjacentes ou se font face est effectuée par voie d'accord conformément au droit international tel qu'il est visé à l'article 38

(26) *Aegean Sea Continental Shelf, (Greece v. Turkey), Judgment, 19 December 1978*, in *ICJ Reports*, 1978, pp. 3 ss.

(27) Le texte de la réserve est le suivant : « Sont exclus des procédures décrites par l'Acte général [...] »

b) Les différends portant sur des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des Etats et, notamment, les différends ayant trait au statut territorial de la Grèce, y compris ceux relatifs à ses droits de souveraineté sur ses ports et ses voies de communication ».

(28) Pour le texte intégral de l'Accord de Berne v. in *ILM*, 1977, p. 13.

(29) La différence d'interprétation est liée à la signification d'attribuer à la phrase qui oblige les deux Etats à s'abstenir « *from any act or initiative relating to the continental shelf of the Aegean* » : cela signifie-t-il que la plate-forme continentale tout entière s'étend au-dessous de la mer, en dehors des eaux territoriales des deux pays (position turque), ou bien qu'elle ne concerne que l'aire du plateau continental où, autrefois, se sont manifestées les revendications des deux pays (position grecque) ?

du Statut de la Cour internationale de Justice, afin d'aboutir à une solution équitable.

S'ils ne parviennent pas à un accord dans un délai raisonnable, les Etats concernés ont recours aux procédures prévues à la partie XV.

En attendant la conclusion de l'accord visé au paragraphe 1, les Etats concernés, dans un esprit de compréhension et de coopération, font tout leur possible pour conclure des arrangements provisoires de caractère pratique et pour ne pas compromettre ou entraver pendant cette période de transition la conclusion de l'accord définitif ... » (30).

L'article 83 n'a été respecté par les parties que là où il établit qu'en attente d'un accord définitif, dans la période de transition, aucun Etat ne doit créer par des actions unilatérales de préjudice aux aires faisant l'objet du contentieux. Pour le reste, cet article peut difficilement être appliqué vu l'absence de toute méthode spécifique de délimitation, mis à part un rappel guère plus défini, rappel à l'observance du principe d'équité. En effet, le rappel de l'article 38 du Statut de la Cour internationale de Justice, qui devrait fournir les critères de délimitation du plateau continental, n'est jamais qu'une référence générique aux sources du droit international, que les conventions internationales soient générales ou particulières; la coutume; les principes généraux de droit reconnus par les nations civiles, et, comme moyens subsidiaires pour la délimitation de normes juridiques, les décisions judiciaires et la doctrine des auteurs les plus qualifiés des différentes nations.

Le contentieux, donc, porte sur la signification du seul élément incontesté, sur lequel toute la jurisprudence internationale est d'accord, ce qu'il est convenu d'appeler la « *fundamental norm* », qui a trouvé sa meilleure formulation dans le jugement sur l'affaire

---

(30) A la III Conférence des N.U. sur le droit de la mer, la Grèce avait proposé, en l'absence d'un accord, qu'aucun Etat n'ait le droit d'étendre sa souveraineté sur la plate-forme au-delà d'une ligne Médiane, dont chacun des points était équidistant des points les plus proches des lignes-bases, continentales ou insulaires, à partir desquelles l'ampleur de la plate-forme continentale de chacun des deux Etats était mesurée (*Document A/CONF.62/C.2/L.25*, in *Troisième Conférence sur le droit de la mer, Documents officiels*, III, p. 235).

La Turquie, au contraire, prévoyait d'opérer la délimitation de la plate-forme continentale moyennant un accord, conformément à des principes d'équité et tenant compte de tous les facteurs pertinents, y compris, entre autres, la structure géomorphologique et géologique du fond de la mer dans la zone considérée, et des circonstances spéciales, telles que configuration générale des côtes respectives et l'existence d'îles, îlots et rochers dans la zone (*Document A/CONF.62/C.2/L.34*, in *Troisième Conférence sur le droit de la mer, Documents officiels*, III, pp. 246 ss.).

Canada/USA sur le Golfe du Maine (1983) (31); ce commun dénominateur de toutes les délimitations dans le domaine maritime prescrit que « ... *delimitation is to be effected by the application of equitable criteria and by the use of practical methods capable of ensuring, with regard to the geographical configuration of the area and other relevant circumstances, an equitable result* ».

Mais, bien que cette norme fondamentale puisse être utile, on se demande si elle est le seul élément sur lequel fonder un jugement de délimitation maritime, ou bien si elle n'est qu'un des nombreux éléments nécessaires à l'évaluation. C'est précisément le point sur lequel repose l'incertitude.

En interprétant le concept d'équité, la Grèce s'appuie sur la disposition de l'article 6 de la Convention de Genève sur le plateau continental de 1958, c'est-à-dire au principe de l'équidistance (32), principe de base du droit international dans de nombreux cas en la matière. Dans l'arbitrage anglo-français (1977) (33), la Cour compétente affirma que, dans le cas d'Etats dont les côtes se font face, bien que chacun de ces Etats ait ratifié la Convention de Genève de 1958, « *it must be difficult to find any material difference between the effect of Article 6 and the effect of the customary rule which also requires a delimitation based on equitable principles* »; un tel principe aurait été ensuite réaffirmé, dans le cas de la délimitation du plateau continental Greenland/Jan Mayen (34), par la Cour internationale de Justice : « *The fact that it is the 1958 Convention which applies to the continental shelf delimitation in this case does not mean that Article 6 thereof can be interpreted and applied without reference*

(31) *Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada v. United States)*, Judgement, in ICJ Reports, 1984, pp. 246 ss.

(32) Article 6 de la Convention sur le plateau continental (Genève - 1958) : « *Where the same continental shelf is adjacent to the territories of two or more states whose coasts are opposite each other, the boundary of the continental shelf appertaining to such States shall be determined by agreement between them. In the absence of agreement, and unless another boundary line is justified by special circumstances, the boundary is the median line, every point of which is equidistant from the nearest points of the baselines from which the breadth of the territorial sea of each State is measured.*

Where the same continental shelf is adjacent to the territories of two adjacent States, the boundary of the continental shelf shall be determined by agreement between them. In the absence of agreement, and unless another boundary line is justified by special circumstances, the boundary shall be determined by application of the principle of equidistance from the nearest points of the baselines from which the breadth of the territorial sea of each State is measured ».

(33) Anglo-French Case. Channel Continental Shelf Arbitration, (UK v. France), Her Majesty's Stationery Office, Misc. n° 15 (1978), Cmnd.7348.

(34) Case Concerning Maritime Delimitation in the Area between Greenland and Jan Mayen (Denmark v. Norway), 14 June 1993, in ILR, 62, pp. 108 ss.

*to customary law on the subject, or wholly independently of the fact that a fishery zone boundary is also in question in these waters ».*

Cette position a été soutenue par la Grèce aussi, au cours des négociations de la Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, déclarant que l'article 83 établit comme règle principale la négociation mais, qu'en l'absence d'un accord, aucun Etat n'est autorisé « *to extend its sovereignty beyond the median line* » (35).

La Turquie, au contraire, ne faisant pas partie des pays ayant signé la Convention de 1958 et s'appuyant sur la sentence de la Cour internationale de Justice du 20 février 1969 qui, à propos de la délimitation du plateau continental de la Mer du Nord (36), a déclaré que le critère de l'équidistance n'était pas conforté par la coutume, a demandé que soit appliqué le nouveau critère de la délimitation équitable. Toujours dans la même sentence, la Cour a, en outre, défini les modalités permettant d'arriver à la délimitation équitable : « doit opérer par voie d'accord conformément à des principes équitables et compte tenu de toutes les circonstances pertinentes, de manière à attribuer, dans toute la mesure du possible, à chaque partie la totalité des zones du plateau continental qui constituent le prolongement naturel de son territoire sous le mer et n'empiètent pas sur le prolongement naturel du territoire de l'autre ».

La Cour internationale de Justice réaffirma, sans équivoque, l'importance du principe d'équité dans la sentence sur l'affaire de délimitation de frontières maritimes dans l'aire du Golfe du Maine (1984) (37), affirmant que, bien que les deux Etats en cause fassent partie des Etats ayant signé la Convention de Genève du 1958, la

(35) *Doc.A/CONF.62/C.2/L.25*, in *UNCLOS III, Official Records*, III, p. 202.

Les îles grecques de Kastellorizzo (Megisti, en ture) constituent un problème à part. Ce petit groupe d'îles occupe une aire de 4 milles marins carrés et sa localisation est à 60 milles marins à l'est de Rhodes, l'île grecque la plus proche, et à un mille seulement au large de la côte turque. L'application du critère de la ligne médiane, revendiqué par la Grèce, provoquerait dans ce cas une importante déviation de la ligne médiane qui devrait tracer les confins marins entre les deux Etats, comportant un grand avantage pour la Grèce; en effet, l'aire des eaux territoriales et de plate-forme continentale que la Grèce gagnerait directement de l'exercice de la souveraineté sur de telles îles serait de bien 5.240 milles marins carrés. Aux cours des négociations entre les deux Etats, toutefois, il semblait que la modification de l'effet à distribuer à de telles îles soit une concession que le gouvernement grec serait aussi disposé à offrir en échange de concessions turques sur le reste de la Mer Egée.

(36) *Affaire du plateau continental de la Mer du Nord (République Fédérale d'Allemagne c. Danemark; République Fédérale d'Allemagne c. Pays-Bas)* — Arrêt, 20 février 1969, in *CIJ Recueil*, 1969, pp. 3 ss.

(37) *Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area (Canada v. United States)*, *Judgement*, v. *supra* note 31.

« *delimitation by agreement or by the application of equitable criteria to achieve an equitable result* » est la seule « *fundamental norm* » du droit international général.

Mais, le concept de « principes équitables » avait déjà été spécifié par la même Cour dans le cas portant sur la délimitation du plateau continental entre la Tunisie et la Libye (1981) (38), où il est proclamé que « *The term 'equitable solution' in Articles 74 et 83 was regarded as comprising the idea of applying equitable principles by taking into account all relevant circumstances with a view to arriving at an equitable result* ». Le même principe sera par la suite réaffirmé dans la sentence sur la délimitation du plateau continental entre Libye et Malte (1984) (39) comme « *the principle of respect due to all such relevant circumstances* ».

Toutefois, seule la dite sentence Tunisie/Libye, fournit une liste détaillée des « *relevant circumstances* » : « *the facts of geography or geomorphology* », « *the existence and interests of other States in the area, and the existing or potential delimitations between each of the Parties and such States* », « *the position of the land frontiera* », « *the conduct of the States concerned* », « *historic rights* » et « *a number of economic considerations* ». Il en résulterait donc, comme le soutient la Turquie, que les circonstances spéciales sont celles qui sont susceptibles de modifier le résultat produit par une application automatique du principe d'équidistance.

De l'examen de cette brève étude de cas en matière de jurisprudence nous pouvons en tirer quelques conclusions, toutefois non suffisantes pour déterminer sans équivoques des méthodes spécifiques de délimitation du plateau continental.

La première observation concerne le fait que le principe de l'équidistance semble avoir réglé les rapports entre les Etats membres de la Convention de 1958, mais seulement comme il advint dans l'arbitrage anglo-français et dans le cas Canada/USA sur le Golfe de Maine, c'est-à-dire lorsque fut recherché un « *equitable result* ». Le concept d'équité a donc été, introduit avant même que la Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer ne débouchât sur la Convention de Montego Bay. A cela s'ajoute, cependant, que,

(38) *Case concerning the Continental Shelf (Tunisia v. Libyan Arab Jamahiriya)*, Judgment, 14 April 1981, in *ICJ Reports*, 1982, pp. 3 ss.

(39) *Libyan Arab Jamahiriya/Malta Continental Shelf Case*, Judgment, 21 March 1984, in *ICJ Reports*, 1985, pp. 13 ss.

déjà à partir de la jurisprudence sur la délimitation du plateau continental de la Mer du Nord, il a été affirmé que « L'équité n'implique pas nécessairement l'égalité. Il n'est jamais question de refaire la nature entièrement et l'équité ne commande pas qu'un Etat sans accès à la mer se voie attribuer une zone de plateau continental, pas plus qu'il ne s'agit d'égaliser la situation d'un Etat dont les côtes sont étendues et celles d'un Etat dont les côtes sont réduites. L'égalité se mesure dans un même plan et ce n'est pas à de telles inégalités naturelles que l'équité pourrait porter remède ... Il ne s'agit donc pas de refaire totalement la géographie dans n'importe quelle situation de fait mais, en présence d'une situation géographique de quasi-égalité entre plusieurs Etats, de remédier à une particularité non essentielle d'où pourrait résulter une injustifiable différence de traitement » (40).

La seconde et principale observation, liée à la sentence de la Cour internationale de Justice dans le cas Libye/Malte, est que « *while every case of maritime delimitation is different in its circumstances from the next, only a clear body of equitable principles can permit such circumstances to be properly weighed, and the objective of an equitable result, as required by general international law, to be attained* » (41). Une différence nette est ainsi soulignée entre l'application des « *equitable principles* » et les décisions adoptées *ex aequo et bono*. Les principes d'équité auraient, donc, un « caractère normatif » et feraient « partie du droit international général »; on pourrait en déduire, comme l'a fait, à plusieurs reprises, la Grèce elle-même, qu'« *a solution which seemed equitable to the judges would not, simply for these reason, equate to equity 'as a legal concept'* » (42).

Pour conclure l'examen de cette jurisprudence particulièrement variée, il ne nous reste qu'à reprendre à notre compte les mots du juge Oda, dans son opinion de désapprobation sur le cas Tunisie/

(40) *Affaire du plateau continental de la Mer du Nord (République Fédérale d'Allemagne c. Danemark; République Fédérale d'Allemagne c. Pays-Bas)* – Arrêt, 20 février 1969, v. *supra* note 36.

(41) *Libyan Arab Jamahiriya/Malta Continental Shelf Case, Judgment, 21 March 1984*, v. *supra* note 39.

(42) WEIL P., *The Law of Maritime Delimitation-Reflections*, Cambridge, 1989, p. 183.

Toutefois, déjà dans le cas concernant le plateau continental de la Mer du Nord (1969), la Cour internationale de Justice eut l'occasion de souligner que le recours aux principes d'équité ne doit pas être confondu avec une solution *ex aequo et bono*. Il n'est pas en effet « *a question of applying equity simply as a matter of abstract justice, but to applying a rule of law which itself requires the application of equitable principles, in accordance with the ideas which have always underlain the development of the legal régime of the continental shelf* ».

Libye (43), lorsqu'il parla à l'occasion du critère à utiliser pour la délimitation du plateau continental, le définit « *the principle of non principle* », cherchant à souligner ainsi que chaque cas de délimitation est un *unicum* et doit être réglé en fonction des circonstances particulières, c'est-à-dire qui confère au juge ou à l'arbitre, qui sont chaque fois interpellés, un grand pouvoir discrétionnaire, inévitablement subjectif. On doit, pour cela, constater que seul à travers un processus de négociation la Grèce et la Turquie pourront définir les critères à appliquer à leur cas particulier et que seulement après ils pourront en venir à une composition définitive de la dispute choisissant l'un des moyens pacifiques de solution des controverses internationales indiqués par l'article 33, paragraphe 1, de la Charte des Nations Unies.

Enfin, on note que, bien que la Grèce et la Turquie n'aient pas encore montré une intention réelle d'instituer une propre zone économique exclusive (44), la délimitation éventuelle de telles ZEE pourra à ces problèmes-mêmes de détermination des critères communs pour la délimitation du plateau continental, vu la formulation quasi identique des articles 74 et 83 de la Convention de Montego Bay, en ce qui concerne les Etats à côtes opposées ou adjacentes. Il faut toutefois noter – sans vouloir entrer dans une évaluation plus ample du problème – qu'en Méditerranée, jusqu'à ce jour, tous les Etats côtiers se sont abstenus d'instituer de propres ZEE, conscients du fait que cela aurait comporté l'élimination de la haute mer, dans la mesure où en aucun cas la distance entre deux côtes de la Méditerranée ne dépasse les 400 milles nautiques (45), et aurait

(43) *Case concerning the Continental Shelf (Tunisia v. Libyan Arab Jamahiriya)*, *Judgement*, 14 April 1981, v. *supra* note 38.

(44) A noter que, toutefois, la Turquie a institué en 1964 une zone exclusive de pêche contiguë aux eaux territoriales et large de 6 milles nautiques : « *In areas contiguous to Turkish territorial waters and extending up to 12 nautical miles from the baselines used for the measurement of territorial waters, the territorial waters regime is in force regarding fishing and exploitation of living resources* » (Art. 8, *Territorial waters law*, 476, 15 May 1964). Au contraire, la Grèce, sur la base de la loi n° 652 de 1915, n'exerce des droits de pêche exclusifs qu'à l'intérieur de ses propres eaux territoriales, en autorisant les navires d'Etats étrangers à pêcher dans ces dites eaux seulement à condition de réciprocités. Il faut, en outre, tenir compte que, depuis que la Grèce a adhéré à l'Union Européenne, c'est la Commission européenne qui détient toute compétence en matière de pêche, sur la base de l'art. 32 du Traité C.E. Pour de plus amples informations sur le régime de la pêche en Méditerranée, v. G. ANDREONE, « La pêche en Méditerranée », in *ERM*, 1999-2000, pp. 258 ss.

(45) L'article 57 de la Convention de Montego Bay établit que « La zone économique exclusive ne s'étend pas au-delà de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale ».



produit des conséquences négatives surtout sur la liberté de navigation (46).

#### IV. — LE DROIT DES ÎLES ÉGÉENNES À POSSÉDER LEURS PROPRES ESPACES MARITIMES

Un autre problème intéressant est de savoir si les formations insulaires ont droit à leurs propres espaces marins ou bien s'ils constituent des circonstances spéciales *en soi* auxquelles il faut prendre compte dans la détermination des dits espaces marins.

La norme conventionnelle à laquelle se référer est l'article 121, paragraphes 2 et 3, de la Convention de Montego Bay qui dispose comme suit :

« Sous réserve du paragraphe 3, la mer territoriale, la zone contiguë, la zone économique exclusive et le plateau continental d'une île sont délimités conformément aux dispositions de la Convention applicables aux autres territoires terrestres.

Les rochers qui ne se prêtent pas à l'habitation humaine ou à une vie économique propre, n'ont pas de zone économique exclusive ni du plateau continental ».

La République turque, toutefois, ne reconnaît un tel droit aux îles grecques de la Mer Egée, affirmant que « les îles sont au premier rang des 'circonstances spéciales' » (47), en ce sens qu'elles sont considérées comme un prolongement naturel de leur propre territoire (48). Cela serait confirmé par la sentence sur le plateau continental de la Mer du Nord, au cours de laquelle la Cour internationale de Justice a déclaré que « *The continental shelf area of, and divi-*

(46) Sur le problème de l'institution ZEE en Méditerranée, v. B. CONFORTI, *La zona economica esclusiva*, Milano, 1983 et U. LEANZA & L. SICO, *Zona Economica Esclusiva e Mare Mediterraneo*, Napoli, 1989.

(47) V. N. YOLGA, « Question de la démilitarisation du plateau continental de la Mer Egée », in *The Aegean Issues : Problems and Prospects*, Foreign Policy Institute, 1989, p. 140.

(48) La Turquie, aux cours des négociations de la III Conférence des N.U. sur le droit de la mer, présenta, en compagnie de l'Algérie, l'Iraq, la Libye, Madagascar, le Nicaragua, la Roumanie et le Cameroun, un « *Draft Proposal on the Regime of Islands* » qui prévoyait que les îles situées sur la plate-forme continentale ou dans la zone économique exclusive d'un autre Etat ou qui, en raison de leur situation géographique, influencent la normale plate-forme continentale ou la zone économique exclusive d'un autre Etat, n'auraient pas droit à une zone économique propre ni à une plate-forme continentale propre [A/CONF.62/C.2/L.96, in *UNCLOS III, Official Records*, vol. VII, p. 84]. En outre, la Turquie a toujours soutenu, aux cours des travaux de la conférence que le projet de l'article 121 n'était pas acceptable en tant que « ... out of harmony with both international law and articles 15, 74 and 83 » [A/CONF.62/SR.127, in *UNCLOS III, Official Records*, p. 10].

ding, opposite States can be claimed by each of them to be a natural prolongation of its territory. These prolongations meet and overlap, and can therefore only be delimited by means of a median line; and, ignoring the presence of islets, rocks and minor coastal projections, the disproportionately distorting effect of which can be eliminated by other means, such a line must be effect an equal division of the particular area involved ». En outre, au cours de la Troisième Conférence des N.U. sur le droit de la mer, le gouvernement turc se sentit dans l'obligation de déclarer, en ce qui concerne l'article 121, que « *The maritime spaces of the islands situated in the areas to be delimited are determined by the application of equitable principles. Hence Article 121 is not applicable to the islands located in the maritime areas which are subject to delimitation* » et que la Convention de Montego Bay « *can in no way be applied against Turkey, nor would Turkey be bound by any of its provisions, since such claims have no juridical validity* » (49).

Mais ces argumentations ne semblent pas compatibles avec les dispositions de l'article 121 de la Convention de Montego Bay de 1982 (par conséquent successive au jugement de la Cour internationale de Justice), qui prévoit un renvoi indirect aux dispositions de l'article 15, pour la détermination des critères de délimitation de la mer territoriale, et des articles 73 et 83, pour la choix respectivement des critères de démarcation de la zone économique exclusive et du plateau continental ainsi que des îles, exception faite comme prévue au paragraphe 3 du même article 12 (50). En outre, la jurisprudence internationale successive elle-même, semble confirmer le droit des îles à jouir d'un propre espace marin.

La Cour d'arbitrage *ad hoc* dans le cas Saint-Pierre et Miquelon (1992) (51) a observé que « *the continental shelf in this area is a continuum characterized by the unity and uniformity of the whole seabed* »; toutefois, si « *it is all one shelf, it cannot be considered as exclusively Canadian. Each coastal segment has its share of shelf* ». Cependant, des doutes ont été avancés concernant la portée générale de cette

(49) Kirka Statement, in *UNCLOS III, Official Records*, vol. XVII.

(50) La Commission de Conciliation dans le cas Jan Mayen, en 1981, considéra l'article 121 comme correspondant au droit coutumier. V. *Continental Shelf Area between Iceland and Jan Mayen, Report and the Recommendations of the Conciliation Commission to the Governments of Iceland and Norway*, in *ILM*, vol. XX, 1981, pp. 797 ss.

(51) *Case Concerning the Delimitation of Maritime Areas between Canada and the French Republic*, 10 June 1992, in *ILM*, 31, pp. 1149 ss.

décision, vu l'insistance, dans la sentence sur la distinction entre le cas de Saint-Pierre et Miquelon et celui des îles du Canal, qui a conduit certains auteurs à retenir que la décision n'est significative qu'en relation à des hypothèses définies déjà comme *framework creative*, et qui demeure une situation possible de spécialité pour les îles situées entre des côtes métropolitaines. Mais de tels doutes s'évanouissent, si l'on examine les cas relevant de la jurisprudence successive. En effet, la Cour internationale de Justice dans l'affaire de Greenland/Jan Mayen (52) a souligné que « *the coast of Jan Mayen, no less than that of eastern Greenland, generates potential title to the maritime areas recognized by customary law* ». Et elle a réaffirmé une telle position dans le cas concernant la délimitation du plateau continental entre Libye et Malte, où la Cour a indirectement sanctionné le point de vue des deux parties « *that the entitlement to continental shelf is the same for an island as for mainland* », dissipant, de manière définitive, le moindre doute concernant l'existence dans le droit international général du concept de « prolongement naturel », limité au droit des formations insulaires à ses propres zones marines (53).

De ces brèves analyses il ressort qu'aussi bien sur la base du droit international conventionnel, que sur la base du droit international général, on peut affirmer le droit des îles à bénéficier d'un propre espace marin, comparable à celui des territoires continentaux, et cela sans limitation qui ne soit la conséquence directe de la délimitation prioritaire de ces dits espaces. Cela explique la limitation de caractère économique et de peuplement introduite par l'article 121, paragraphe 3, de la Convention de 1982 par rapport au plateau continental et à la zone économique exclusive, qui semble désormais constituer le contenu aussi de la norme générale. Dans le même temps, il faut relever qu'il peut y avoir des cas dans lesquels la relation entre une île et le continent est qualifié de « circonstances spéciales » (54), dans le but d'atteindre une solution équitable de déli-

(52) *Case Concerning Maritime Delimitation in the Area between Greenland and Jan Mayen (Denmark v. Norway)*, 14 June 1993, v. *supra*, note 34.

(53) Le concept de « prolongement naturel » se trouve être déjà écarté par la décision de la Commission de conciliation Norvège/Islande dans l'affaire Jan Mayen (1977) et par la sentence de la Cour internationale de Justice dans les affaires du Golfe du Maine (USA/Canada - 1983), Guinée Bissau/Sénégal (1989), Libye/Malte (1984) et Guinée Bissau (1985).

(54) V. les affaires citées plusieurs fois de la Mer du Nord (RFT/Danemark; RFT/Pays Bas - 1969), arbitrage anglo-français (1977), Golfe du Maine (USA/ Canada - 1983) et Libye/Malte (1984).

mitation d'un espace marin. Mais ici ce n'est pas le statut juridique des îles dans la détermination d'un espace marin qui est mis en discussion (55), mais plutôt la détermination exacte de l'extension de tels espaces; en ce cas il s'agit, alors, de parvenir à une délimitation du dit espace qui consente d'évaluer l'importance de l'île au sein de tout le cadre de référence géographique et de toutes les autres circonstances participant à cette délimitation-même.

#### V. — LE STATUT JURIDIQUE DE CERTAINES ÎLES, ÎLOTS ET ROCHERS DE LA MER ÉGÉE

Les incidents relatifs à la souveraineté de l'îlot de Imia/Kardak (56), en 1995, et à l'île de Gavdos (57), en 1996, ont ouvert une nouvelle brèche dans le contentieux gréco-turc concernant l'existence de « *Gray Areas of Sovereignty* » en Mer Égée. Il est pour cela nécessaire de procéder à un examen des titres légaux que les deux Etats prétendent posséder sur les îles égéennes.

Selon l'approche que font les Turcs à cette question, la Grèce n'exercerait légalement sa souveraineté que sur les îles égéennes qui lui ont eu nominalement été cédées ou qui ont été indiquées de manière explicite dans les traités internationaux.

(55) Le juge Schwebel, dans son opinion séparée au sein de l'affaire Jan Mayen, affirma qu'une île n'est jamais « *conceived to be of itself a special circumstance which affects its own coastal projections* » [*Case Concerning Maritime Delimitation in the Area between Greenland and Jan Mayen (Denmark v. Norway)* - 14 June 1993, v. *supra* note 34].

(56) L'incident de Imia/Kardak, du 25 décembre 1995, est lié au naufrage du cargo turc, Figen Akat, qui refusa l'aide des autorités grecques, déclarant de se trouver dans les eaux territoriales turques et de vouloir recevoir une assistance de la Turquie. Ce n'est qu'après un accord avec la compagnie turque, propriétaire du navire, que le Figen Akat fut remorqué par un bateau grec dans le port turo de Gulluk. Toutefois, le 29 novembre le Ministre des Affaires étrangères turc dans une Note verbale à l'Ambassade grecque à Ankara affirma que la petite île de Karmak (Imia) faisait partie du territoire turc et relevant administrativement de la province de Mugla. Le 10 janvier 1996, l'Ambassade grecque envoya une Note verbale de réponse au Ministre des Affaires Étrangères turc rejetant les prétentions turques et en soulignant que la souveraineté turque sur la petite île en question était échue à la suite des accords bilatéraux italo-turcs de 1932, et qu'elle avait été par la suite cédée à la Grèce, avec le reste de l'île du Dodécannèse, sur la base du Traité de Paris de 1947. [Pour un approfondissement sur ce point v. *Débat : des îlots contestés entre la Grèce et la Turquie* (C.P. ECONOMIDÈS, « Les îlots d'Imia dans la Mer Égée : un différend créé par la force »; H. PAZARCI, « Différend gréco-turc sur le statut de certains îlots et rochers dans la Mer Égée : une réponse à Mr. C.P. Economidès »; C.P. ECONOMIDÈS, « Quelques commentaires sur l'article de Mr. H. Pazarci »), in *RGDIP*, 1997, pp. 325 ss.].

(57) Au cours de la planification de l'exercice militaire OTAN, dénommée « DYNAMIC MIX 1996 », à Naples, qui aurait dû avoir lieu sur l'île de Crète (Grèce), le représentant turc soumit un rapport (daté du 30 mai 1996), sur la base duquel la Turquie s'opposait à l'inclusion de l'île de Gavdos (située au sud-ouest de l'île de Crète) dans l'aire d'exercice en raison du « *disputed status of property* » de l'île.

Les normes internationales auxquelles il faut se référer sont contenues dans le Traité de Paix de Lausanne (24 juillet 1923); elles constituent l'article 12 qui établit que « La décision prise le 13 février 1914 par la Conférence de Londres, en exécution des Articles 5 du Traité de Londres du 17/30 mai 1913 et du Traité d'Athènes du 1/14 novembre 1913, ladite décision notifiée au gouvernement hellénique le 13 février 1914, concernant la souveraineté de la Grèce sur les îles de la Méditerranée orientale, autres que les îles de Imbros, Tenedos et les îles aux Lapins, notamment les îles de Lemnos, Samothrace, Mitylène, Chio, Samos et Nikaria, est confirmée, sous réserve des stipulations du présent traité relatives aux îles placées sous la souveraineté de l'Italie et visées à l'Article 15 », et l'article 15 par lequel « La Turquie renonce en faveur de l'Italie à tous ses droits et titres sur les îles ci-après énumérées, à savoir : Stampalia (Astropalia), Rhodes (Rhodos), Calki (Kharki), Scarponto, Casas (Casso), Piscopis (Tilos), Misiros (Nisyros), Calimnos (Kalymnos), Meros, Patmos, Lipsos (Lipso), Simi (Symi), et Cos (Kos) actuellement occupées par l'Italie et les îlots qui en dépendent, ainsi que sur l'île de Castellorizzo ».

La Grèce réplique, aux affirmations turques, en se référant à deux normes du même traité de Lausanne, dont la formulation semblerait ne donner lieu à aucune ambiguïté interprétative, l'article 12, qui affirme que « ... Sauf stipulation contraire du présent Traité, les îles situées à moins de trois milles de la côte asiatique restent placées sous la souveraineté turque » et l'article 16, qui précise que « La Turquie déclare renoncer à tous droits et titres, de quelque nature que ce soit, ... sur les îles autres que celles sur lesquelles la souveraineté lui est reconnue par ledit Traité, le sort de ces ... îles étant réglé ou à régler par les intéressés ... ». Donc, la Turquie exercerait sa souveraineté seulement sur les îles qui sont situées à l'intérieur des trois milles de sa côte et renonce à tous les droits sur les autres îles de la Mer Egée.

Toutefois, la question qui demeure incertaine porte sur la signification exacte du mot « îles » utilisé dans le Traité de Lausanne.

La Grèce observe qu'à l'époque de la signature du Traité de Lausanne il n'y avait aucune raison de faire référence aux différentes typologies des formations insulaires. Les effets qu'une formation insulaire pouvaient avoir sur la délimitation des zones maritimes étaient encore inconnus et, donc, on ne faisait aucune distinction entre les formations insulaires en termes de grandeur et la popula-

tion. Aussi, îlots et rochers devraient être toujours considérés comme des îles sur le plan international.

La Turquie réplique en affirmant que certaines dispositions du Traité de Lausanne utilisent les termes « îles » et « îlots » de manière distincte; le paragraphe 2 de l'article 6 dispose que « à moins de stipulations contraires du présent Traité, les frontières maritimes comprennent les îles et les îlots situés à moins de trois milles de la côte », la même distinction est présente dans l'article 15 qui attribue à l'Italie les îles du Dodécanèse et « les îles qui en dépendent », mais « l'île de Castellorizzo » sans « îlots » dépendants, enfin le même article 16 dans lequel la Turquie renonce à tous ses droits « sur les îles autres que celles sur lesquelles la souveraineté lui est reconnue par ledit Traité », ne fait aucunement mention d'« îlots ». L'esprit dans lequel fut rédigé le traité laisserait, ainsi, entendre qu'il y ait une différence entre les diverses formations insulaires, même si cela ne saurait être déduit directement du procès verbal de la Conférence de Lausanne.

En conséquence de quoi, la Turquie renoncerait sur la base de l'article 16 uniquement aux îles et îlots et rochers de la région qui ont été expressément attribués à l'Italie ou à la Grèce sur la base d'une disposition du Traité de Lausanne, alors que demeurerait sous la souveraineté résiduelle, et remontant à avant le Traité de Lausanne, toutes les autres formations insulaires (58). Mais, même si cette thèse ne devait pas être acceptée, et que l'on arrivait à la conclusion que, dans l'article 16 du Traité de Lausanne, l'emploi du terme « îles » couvre de manière générale aussi bien les îles proprement dites que les îlots et les rochers qui ne sont pas attribués, sur la base de l'article 16, à la Grèce ou à l'Italie. Dans cette hypothèse, l'article 16 lui-même dispose que le destin de ces formations insulaires qui n'est pas encore réglé, le doit être sur la base d'accords entre les parties intéressées, et la Turquie a encore le droit de participer à la détermination de leur destin en qualité d'Etat directement intéressé. La République Turque, en effet, en renonçant sur la base des articles 12 et 15 du Traité de Lausanne à tous ses droits

(58) Dans une déclaration du 15 mai 1999, le Président turc Demirel réaffirmait : « *As far as we are concerned there is, indeed, a grey area in the Aegean. The sovereignty over the islets and rocks within this gray area has not been settled by existing treaties. As things stand at the moment, the heir to the Ottoman Empire is the Turkish Republic, and, therefore, according to international practice, when treaties are not clear about the status of certain territories that once belonged to a particular state, these tend to be handed over automatically to the successor State* ».

sur les îles ci-mentionnées, n'aurait pas dans le même temps renoncé à ses intérêts sur celles-ci, parce que ces îles étaient placées sous sa souveraineté jusqu'en 1923 et puisqu'elles se trouvent dans une région maritime en proximité de ses côtes et eaux territoriales. Donc, son consentement est nécessaire pour régler le sort de ces formations insulaires. Puisque, ce consentement n'a jamais été donné sauf dans le cadre de la Convention italo-turque du 4 janvier 1932 pour ce qui concerne l'île de Castellorizzo et de Karaada dans la baie de Bodrum (59), le destin de tous les autres îlots et rochers qui n'entrent pas nominalelement dans les dispositions des articles 12 et 15 du Traité de Lausanne, aussi bien dans la région en proximité des îles du Dodécanèse qu'au nord de celle-ci, doit dans tous les cas être réglé avec la participation de la Turquie et non de manière unilatérale par la Grèce. En outre, se référant aux argumentations grecques concernant la dernière partie de l'article 12, qui établit la souveraineté de la Turquie sur toutes les îles qui ne se trouvent pas à l'intérieur des trois milles de la côte anatolienne, comme base pour exclure la Turquie de tout intérêt sur le destin des autres îles égéennes, le gouvernement d'Ankara fait observer qu'aucune disposition du Traité de Lausanne n'exclue la possibilité que la Turquie puisse exercer des droits souverains sur des formations insulaires qui se trouvent outre la ligne indiquée des trois milles.

Toutefois, la Grèce met en évidence ce qui serait un autre argument en sa faveur, le fait qu'avant la crise de Imia/Kardak et de Gavdos et de la formulation de la théorie des « *Gray Areas* », la Turquie n'avait jamais contesté la souveraineté grecque sur les îlots et les rochers faisant l'objet du contentieux; on doit donc se demander quels sont les actes des Etats dont l'application puisse être considérée comme une condition nécessaire et suffisante pour qu'on puisse parler de souveraineté d'un Etat sur un territoire déterminé, indépendamment des titres juridiques d'attribution de la souveraineté.

La jurisprudence internationale et la doctrine semblent être concordants sur la question. Dans l'arbitrage sur l'île de Palmas on a affirmé que « *although continuous in principle, sovereignty cannot be exercised in fact at every moment on every point of a territory. The*

---

(59) La Convention italo-turque (Ankara - 4 janvier 1932) règle dans le détail la question de la souveraineté des îles des îlots situés entre les côtes de l'Anatolie et l'île de Castellorizzo (Les articles 1 et 2 énumèrent les îlots qui appartiennent à la Turquie et l'article 3 ceux qui appartiennent à l'Italie), outre la délimitation des eaux territoriales des dites îles (article 5). La Convention entra en vigueur le 10 mai 1933 et a été enregistrée près le Secrétariat de la Société des Nations.

*intermittence and discontinuity compatible with the maintenance of the right necessarily differ according as inhabited or uninhabited regions are involved ...* » (60); de la même manière, dans le cas *Minquiers and Ecrehos*, le juge Carnerio, exprimant son opinion personnelle, donnait la description suivante des éléments qui doivent être pris en considération concernant l'occupation d'îlots et rochers faisant partie d'un archipel : « *The occupation of the principal islands of an archipelago must also be deemed to include the occupation of islets and rocks in the same archipelago, which have not been actually occupied by another State* » (61).

La doctrine prévalante s'est elle-même basée sur des considérations identiques pour affirmer les droits de souveraineté dans des cas analogues; à titre d'exemple citons les positions du Prof. I. Brownlie qui souligne combien « *it is generally admitted that slight activity will suffice in the case of uninhabited or remote areas* » (62) et, du Prof. D.W. Bowett qui a soutenu que « *where an island can properly be regarded as part of sovereignty in relation to the unit as whole, even though no particular act of sovereignty has been manifested on the individual island* » (63).

Toutefois, observons que le statut des îles du Dodécannèse, après la Seconde Guerre mondiale, a changé avec le Traité de Paix de Paris (10 février 1947). L'Italie, sur la base de l'article 14 du dit traité a cédé à la Grèce dans sa pleine souveraineté « les îles du Dodécannèse ci-après énumérées, savoir : Stampalia (Astropalia), Rhodes (Rhodos), Calki (Khalki), Scarpanto, Casos (Casso), Piscopis, (Tilos), Misiros (Nisyros), Calimnos (Kalymnos), Leros, Patmos, Lipsos (Lipso), Simi (Symi), Cos (Kos), et Castellorizzo, ainsi que les îlots adjacents » et a renoncé, sur la base de l'article 43, « à tous les droits et intérêts qu'elle peut avoir en vertu de l'article 16 du Traité de Lausanne signé le 24 juillet 1923 ».

La disposition concernant la souveraineté de la Grèce sur les îles du Dodécannèse est identique à celle de l'article 15 du Traité de Lau-

(60) « Island of Palmas Arbitration », in *U.N. Reports of International Arbitral Award*, vol. 2, 1928, p. 889.

(61) « Minquiers and Ecrehos (France/United Kingdom) », in *ICJ Reports*, 1953; Individual Opinion, L. CARNEIRO, p. 99. A noter que dans le passage cité, le terme « archipel » est utilisé dans son acception géographique, « un groupe d'îles », et non pas dans son acception légale utilisée par la Convention de Montego Bay de 1982.

(62) I. BROWNLIE, *Principles of Public International Law*, Oxford, 1990, p. 144.

(63) D.W. BOWETT, *The Legal Regime of Islands in International Law*, Oceana Publications, 1979, p. 53.



sanne, mis à part deux exceptions : l'expression « îlots qui en dépendent » est substituée par celle « îlots adjacents » ; l'île de Castellorizzo n'apparaît plus à la fin de la disposition, mais à la fin de l'énumération des îles. Un problème juridique nouveau se pose donc concernant l'interprétation de l'article 14 et la manière dont il se coordonne avec le vieil article 15 du Traité de Lausanne.

Pour la Turquie deux termes « dépendant » et « adjacent » s'équivalent, en ce sens que l'Italie ne pouvait pas transférer à la Grèce que ces îlots sur lesquels elle avait obtenu un titre de souveraineté sur la base de l'article 15 du Traité de Lausanne, donc continueraient à être exclus de la liste des îles du Dodécanèse les îles dépendant de l'île de Castellorizzo. La Grèce est sur une position diamétralement opposée. En effet, au moment de la signature du Traité de Paris, le gouvernement d'Athènes déposa une déclaration interprétative dans laquelle il affirmait que les îles adjacentes au Dodécanèse « comprennent tous les îlots qui se trouvaient au moment de l'entrée de l'Italie en guerre sous la souveraineté de l'Italie » (64), sans qu'aucune objection ne soient soulevée par les autres Etats signataires du traité.

Cette déclaration faite par la Grèce est comprise par cette dernière comme une réserve, c'est-à-dire « une déclaration unilatérale, quelle qu'en soit son articulation ou dénomination, faite par un Etat quand il souscrit à un traité ou y adhère, à travers laquelle il cherche à exclure ou à modifier l'effet juridique de certaines dispositions du traité dans leur application à l'Etat lui-même » (65). La réserve demandée par la Grèce exprime, donc, une interprétation particulière d'une norme spécifique du traité et n'a de valeur que par rapport aux autres Etats signataires dudit Traité (66). La Turquie n'a pas participé à la Conférence et au Traité de Paris et, par conséquent, la réserve est pour celle-ci une *res inter alios acta* (67). Sur ces bases, au moins en ce qui concerne le contentieux sur la sou-

(64) Sur le transfert de responsabilité sur les îles du Dodécanèse, v. « Exchange of Notes between the Government of the United Kingdom and the Royal Hellenic Government Concerning the Transfer of the Responsibility for the Administration of the Dodecanese Islands, Athens, 31 March and 7 April 1947 », *United Kingdom Treaty Series*, vol. 201, pp. 201 ss.

(65) C'est là la définition de « réserve » contenue dans l'article 2, lett. d), de la Convention de Vienne sur le droit des traités (1969).

(66) Sur la valeur juridique des réserves aux traités, v. R. BARATTA, *Gli effetti delle riserve ai trattati*, Milano, 1999.

(67) V. K. ECONOMIDES, *The Legal Regime of Greek Islands of the Aegean Sea*, Athens, 1989, pp. 162 ss.

veraineté des îlots adjacents ou dépendants des îles du Dodécanèse, on pourrait mettre le mot fin et l'article 15 du Traité de Lausanne devrait être considéré comme abrogé pour un changement fondamental des circonstances (68).

N'oublions pas que pour l'identification des îles sous la souveraineté italienne, la Grèce, outre rappeler l'article 15 du Traité de Lausanne, fait référence à la Convention italo-turque du 4 janvier 1932 et à l'Accord successif de délimitation maritime du 28 décembre 1932 (69).

Mais sur le caractère limitatif du premier accord il n'y a aucune contestation de la part turque (70), en ce qui concerne l'accord du mois de décembre 1932, la Turquie n'est pas du même avis, parce que non ratifié par la Grande Assemblée Nationale Turque, comme le demandait l'article 26 de la Constitution turque de l'époque pour l'entrée en vigueur des accords internationaux, et ne fut pas enregistré près la Société des Nations Unies, violant ainsi l'article 18 du Pacte de ladite organisation (71). La Grèce a répliqué en affirmant que le ministre ture des Affaires Etrangères de l'époque dans une note du 20 novembre 1935, envoyée à son homologue italien, déclarait que « le procès verbal du 28 décembre 1932 et les cartes y annexées font partie inhérente à l'accord du 4 janvier 1932 », laissant ainsi entendre que l'accord en question obligeait les deux Etats. En ce qui concerne le problème de l'enregistrement de l'accord près la Société des Nations, la Grèce fait remarquer que sur la base de la recommandation de la I<sup>re</sup> Commission de l'Assemblée de la Société des Nations (5 septembre 1921) « les actes d'ordre purement technique ou administratif n'intéressant pas les relations politiques internationales et ceux qui ne sont que des règlements techniques précisant sans rien modifier un acte déjà enregistré ou qui sont destinés à assurer l'exécution d'un tel acte pourront ne pas être pré-

(68) Article 62 de la Convention de Vienne sur le droit des traités (1969).

(69) L'Accord italo-ture du 28 décembre 1932, au point 30, indique la ligne de frontière maritime entre l'île de Castellorizzo (Italie) et la Turquie : « à moitié distance entre Kardak (Rks) » c'est-à-dire les rochers d'Imia qui sont situés du côté italien, « et Kato I (Anatolie) » situés du côté ture.

(70) V. *supra* note 59.

(71) Sur le problème de la validité internationale de l'Accord de délimitation maritime du 28 décembre 1932, v. pour la position grecque, C.P. ECONOMIDÈS, « Les îlots d'Imia dans la Mer Egée : un différend créé par la force, et pour la position turque », H. PAZARCI, « Différend gréco-turc sur le statut de certains îlots et rochers dans la Mer Egée : une réponse à M. C.P. Economidès », in *RGDIP*, 1997, pp. 323 ss.

sentés aux fins d'enregistrement » (72), et l'accord italo-turc de décembre 1932 délimitant dans le détail le tracé d'une frontière maritime, déjà définie sur la base d'un traité précédent, doit être considéré comme un accord de nature purement technique.

Sur la base des argumentations des deux parties, il nous semble pouvoir affirmer à ce point que s'il est vrai que l'accord de décembre 1932 a été conclu en violation du droit interne de la Turquie, il est toujours possible pour la Turquie d'invoquer de manière valable le vice du consentement selon le texte et l'esprit de l'article 46 de la Convention de Vienne sur le droit des traités (1969) (73). Mais si l'on peut comme dans les années trente déjà avoir quelques perplexités quant à la possibilité qu'une telle norme fasse partie du droit international général, en revanche, aucun doute ne peut être exprimé quant à l'absence d'enregistrement d'un accord international conformément au contenu de l'article 18 du Covenant de la Société des Nations, en ce sens que l'article déclare expressément que les traités non enregistrés n'engagent pas les parties (74).

#### VI. — LA QUESTION DE LA DÉMILITARISATION DES ÎLES GRECQUES DE LA MER EGÉE ORIENTALE

Pour conclure notre étude, il reste à examiner, même si brièvement, un autre aspect du contentieux gréco-turc concernant les prétentions de la Turquie à la démilitarisation des îles de la mer Egée orientale, sur la base des clauses de l'article du Traité de Lausanne sur le régime des Détroits, les deux signés le 24 juillet 1923.

Le premier des articles cités affirme que « *With a view to ensuring the maintenance of peace, the Greek Government undertakes to observe the following restrictions in the islands of Mytilene, Chios, Samos and Nika-*

(72) Cette résolution, qui n'a pas été formellement adoptée par l'Assemblée de la Société des Nations, aurait non moins influencé la doctrine et la pratique des États : v. à ce propos C. ROUSSEAU, *Principes Généraux du Droit International Public*, t. 1, *Introduction et Sources*, Paris, 1944, p. 306.

(73) Article 46, paragraphe 1, de la Convention sur le droit des traités (1969) : « *A State may not invoke the fact that its consent to be bound by a treaty has been expressed in violation of a provision of its internal law regarding competence to conclude treaties as invalidating its consent unless that violation was manifest and concerned a rule of its internal law of fundamental importance* ».

(74) Article 18 du Covenant de la Société des Nations : « *Every treaty or international engagement entered into hereafter by any Member of the League shall be forthwith registered with the Secretariat and shall as soon as possible be published by it. No such treaty or international engagement shall be binding until so registered* ».

ria : 1) No naval base and no fortification will be established in the said islands. 2) Greek military aircraft will be forbidden to fly over the territory of the Anatolian coast. Reciprocally, the Turkish Government will forbid their military aircraft to fly over the said islands. 3) The Greek military forces in the said islands will be limited to the normal contingent called up for military service, which can be trained on the spot, as well as to a force of gendarmerie and police in proportion to the force of gendarmerie and police existing in the whole of the Greek territory ». L'article 4 de la Convention de Lausanne sur le régime des Détroits dispose par contre, que « Seront démilitarisés les zones et les îles ci-après : ... Dans la Mer Egée, les îles de Samothrace, de Lemnos, Imbros, Tenedos et les îles aux Lapins ». Il y a donc deux différentes réglementations qui intéressent la démilitarisation des îles égéennes.

La Grèce affirme que la Convention de Lausanne a été abrogée dans son ensemble de la Convention de Montreux du 20 juillet 1936 qui réglait le régime des Détroits, en tant que dans le préambule il est expressément affirmé que les parties signataires « ont résolu de substituer la présente Convention à la Convention signée à Lausanne le 24 juillet 1923 ». Cela serait absolument conforme au droit international, puisque, un traité, sur la base de la règle *lex posterior derogat priori*, peut être abrogé par un traité successif, conclu par les mêmes parties signataires du premier traité et sur la même matière (Article 59 de la Convention de Vienne sur le droit des traités - 1969). La Turquie, au contraire, insiste sur le fait que la Convention de Montreux ait modifié seulement le régime des Détroits, c'est-à-dire le statut d'une aire géographique auxquelles les îles en question ne participeraient pas.

La position turque semble être privée d'arguments juridiques substantiels, d'autant plus que si l'on considère qu'au moment de la ratification de la Convention de 1936, le ministre turc des Affaires Etrangères R. Aras, déclara devant la Grande Assemblée Nationale Turque, que « les stipulations concernant les îles de Lemnos et de Samothrace appartenant à la Grèce voisine et amie, qui avaient été démilitarisées par la Convention de Lausanne de 1923, se trouvent aussi abrogées par la Convention de Montreux, ce dont nous nous réjouissons également » (75).

(75) V. *Journal de comptes-rendus de la Grande Assemblée*, t. 12, séance du 31 juillet 1936, p. 309. De ce Journal il résulte, en outre, que la Convention de Montreux fut ratifiée par la Grande Assemblée avec un vote à l'unanimité des membres présents et sans aucune réserve.

Des doutes sont, par contre, encore liés aux effets juridiques de l'article 13 du Traité de Lausanne, vu qu'aucun traité suivant, comme l'a montré la Turquie, l'aurait abrogé formellement. Toutefois, rappelons que la Grèce au sein du Traité sur les Forces Conventionnelles en Europe (1990) (76) a indiqué les forces militaires qui sont stationnées sur les îles de Lemnos, Lesbos, Chios et Samos, les mentionnant numériquement, et qu'un tel accord a été signé et ratifié par la Turquie. Il en découlerait que la République Turque ait implicitement reconnu la caducité de l'article 13 cité ci-dessus.

Une autre question controversée est celle relative à la démilitarisation des îles du Dodécanèse. L'article 14 du Traité de Paix de Paris affirme, en effet, que « l'Italie cède à la Grèce, en pleine souveraineté les îles du Dodécanèse ci-après énumérées, savoir : Stampalia (Astropalia), Rhodes (Rhodos), Calki (Kharki), Scarpanto, Casas (Casso), Piscopis (Tilos), Misiros (Nisyros), Calimnos (Kalymnos), Leros, Patmos, Lipsos (Lipso), Sémi (Symi), Cos (Kos) et Castellorizzo, ainsi que les îlots adjacents. Ces îles seront démilitarisées ... » (77).

Les observations avancées par la Grèce se basent sur le fait que la Turquie n'étant pas un Etat signataire du traité de Paix de Paris avec l'Italie, n'aurait aucun droit à réclamer l'application d'une clause dudit traité. En effet, conformément à l'article 30, par.4, lett.b, de la Convention de Vienne sur le droit des traités, les rapports entre Grèce et Turquie ne peuvent être réglés que par le Traité de Lausanne auquel ont souscrit ces deux Pays, et où il n'est nullement fait allusion à la démilitarisation du Dodécanèse. Ces considérations, que nous partageons, vu aussi que l'art. 30, par. 4, lett.b, est la simple transcription d'une norme internationale géné-

(76) *Treaty Conventional Armed Forces in Europe*, Paris, 19 November 1990.

(77) L'Annexe XIII, lett. D, faisant partie intégrante du Traité de Paris et ayant la même valeur que les dispositions principales (art. 85), donne une définition des termes « démilitarisation » et « démilitarisés », concernant les articles 11, 14, 49 et l'article 3 de l'Annexe VI formulée ainsi : « Aux fins du présent Traité, les termes 'démilitarisation' et 'démilitarisé' doivent s'entendre comme interdisant sur le territoire et dans les eaux territoriales en cause, toutes installations et fortifications navales, militaires ou d'aviation militaire ainsi que leurs armements; les obstacles artificiels, militaires, navals ou aériens; l'utilisation de bases par des unités militaires, navales ou d'aviation militaire ou le stationnement permanent ou temporaire de ces mêmes unités, l'instruction militaire sous toutes ses formes et la fabrication de matériel de guerre. Cette interdiction ne vise pas le personnel de sécurité intérieure, limité en nombre à l'exécution de tâches de caractère intérieur et pourvu d'armes qui peuvent être transportées et servies par une seule personne, ainsi que l'instruction militaire nécessaire à un tel personnel ».

rale, devraient mettre fin à toute revendication turque concernant ce particulier aspect du contentieux.

Rappelons toutefois que pour une solution à la question concernant la démilitarisation des îles grecques de la Mer Egée orientale il existe un obstacle juridique pour le recours à l'un des moyens pacifiques que les parties pourraient choisir d'utiliser, à savoir le recours à la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice, vu la réserve spécifique faite par la Grèce au moment de son adhésion en 1994 au Traité sur l'Union Européenne Occidentale en matière de mesures militaires à caractère défensif, en tant que liées à ses « *national security interests* » (78).

## VII. – CONCLUSION

La controverse gréco-turque a connu diverses tentatives de solutions, il suffit de rappeler l'Accord de Berne de 1976 (79), le Sommet de Montreux de 1978 (80), la Rencontre de Davos de 1988 (81) et celle de Madrid de 1997 (82), qui ont cherché à jeter les bases d'un dialogue sincère et amical en donnant la priorité à la mise en place de procédures pour la solution pacifique de la controverse.

La divergence entre les deux pays est le résultat d'une manière différente d'apprécier le contentieux qui les oppose, qui pour la Grèce est de nature exclusivement juridique, alors que pour la Tur-

(78) Selon un point de vue de l'Assemblée de l'UEO, la réserve émise par le gouvernement grec, dans la mesure où il modifiait l'article X du Traité de Bruxelles modifié, devait figurer dans le Protocole d'adhésion et être, ainsi, acceptée par tous les Etats membres de l'organisation (*Question n° 330 de l'Assemblée de l'UEO posée au Conseil le 26 avril 1995, Document 1469 de l'Assemblée de l'UEO du 16 juin 1995*). Dans sa réponse, le Conseil de l'OUÉ souligna que le contenu de la note verbale qui accompagnait le dépôt de la part de la Grèce de l'instrument de ratification de son adhésion à l'organisation correspond à la réserve faite par la Grèce elle-même au moment de l'acceptation de la juridiction de la Cour internationale de Justice (*Réponse du Conseil communiquée à l'Assemblée de l'UEO le 12 juin 1995, Document 1469 du 16 juin 1995*). Selon le point de vue du Conseil, donc, le maintien de cette réserve, communiquée au Secrétaire Général des Nations Unies et à tous les Etats signataires du Protocole d'adhésion de la Grèce, est pleinement conforme à l'article X, paragraphe 2, du Traité de Bruxelles modifié.

(79) Pour le texte de l'Accord de Bernes (11 novembre 1976), v. *supra* note 28.

(80) Au terme du Sommet un Communiqué commun a été fait (11 mars 1978).

(81) Pour le texte du Communiqué commun de Davos, v. *The Week in Review*, Greek Embassy Press and Information service, Washington D.C., 1 February 1988, n° 4/88.

(82) Pour le texte de la Déclaration de Madrid (8 juillet 1997), v. sur le site du Département d'Etat USA <http://www.uninfo.state.gov>.

quie de nature essentiellement politique (83), mais surtout naît d'une jurisprudence fragile et d'une doctrine non univoque concernant les modalités et les critères à utiliser pour la délimitation des aires marines pouvant être soumises à la souveraineté nationale.

Le processus de négociations qui a intéressé ces deux pays, n'a jusqu'à ce jour conduit à aucun résultat concret, au point que la Grèce considère plus efficace de recourir à la Cour internationale de Justice, ex article 36, paragraphe 1 de son Statut, y compris pour résoudre de simples aspects du contentieux. La Turquie, par contre, se rapportant à la Résolution 395/1976 du Conseil de Sécurité, soutient que les deux parties sont obligées à s'engager dans des négociations « *with a view to realise an agreement and not simply to proceed to formal negotiations* » (84), et par conséquent reproche à la Grèce de s'être engagée dans les négociations bilatérales que parce qu'elles sont une condition préliminaire à satisfaire avant de recourir à la Cour internationale de Justice.

Cependant, le contentieux gréco-turc devrait être archivé au plus tôt si devait être sincère l'aspiration de la République Turque à satisfaire pleinement aux conditions préliminaires imposées par les organes communautaires au moment de son adhésion à l'Union Européenne et dont l'une des principales est la solution pacifique de la controverse concernant la Mer Egée.

Avec le Conseil Européen de Helsinki (10/11 décembre 1999), la Turquie a été admise dans la liste des candidats à l'adhésion à l'Union Européenne; mais il a été de nouveau affirmé que les négociations officielles avec le gouvernement de Ankara ne commenceront que lorsque ce dernier parviendra à une solution pacifique des controverses qui l'opposent à la Grèce sur des questions de frontières et de questions annexes. Le gouvernement turc a accepté de telles conditions qui prévoient « le principe du règlement pacifique des différends conformément à la Charte des Nations Unies » (85) et « A défaut, ils devraient porter leur différend devant la Cour Inter-

---

(83) Le 24 avril 1978, l'ambassadeur turc aux Pays-Bas, dans une lettre envoyée à la Cour internationale de Justice, affirma que « D'autre part, les échanges diplomatiques susmentionnés montrent à l'évidence que les questions en suspens entre la Grèce et la Turquie sont de nature hautement politique, mettant en cause l'équilibre délicat établi par le traité de Lausanne du 24 juillet 1923 et l'ensemble des relations territoriales et politiques des deux pays ».

(84) S.A. BILGE, « The Situation in the Aegean », in *The Aegean Issues : Problems and Prospects*, Foreign Policy Institute, 1989, p. 74.

(85) La Charte des Nations Unies sur le thème d'une solution pacifique des controverses, à l'article 33, paragraphe 1, établit que « Les parties à tout différend dont la prolongation est sus-

nationale de Justice ». En outre, le Conseil européen s'est réservé le droit de faire, d'ici à la fin de 2004, le point de « la situation en ce qui concerne les différends qui subsisteraient, en particulier pour ce qui est de leurs répercussions sur le processus d'adhésion et afin de promouvoir leur règlement par le biais de la Cour internationale de Justice » (86).

Conformément aux requêtes de l'Union Européenne, à l'occasion du Sommet de Skopije du *European South-East Cooperation Process* (25 octobre 2000), le premier ministre turc, B. Ecevit, a proposé à son homologue grec, C. Simitis, la disponibilité de son pays à recourir à un arbitrage international pour la solution des contentieux de nature territoriale entre les deux Pays (87). Une telle proposition irait dans le sens des souhaits émis par la Grèce de parvenir à une solution juridique de la controverse.

Mais, plus récemment, les espoirs liés à un rôle politico-diplomatique décisif de l'Union Européenne pour trouver une solution rapide au problème gréco-turc sont tombés, du moment que, donnant son autorisation au Partenariat pour l'adhésion avec la Turquie (8 mars 2001) (88), pressé par ailleurs par d'urgentes considérations liées à la contingente crise économique de la Turquie, le Conseil de l'U.E. a précisé que la solution de la controverse sur le statut de la Mer Egée (et de la question de Chypre) ne représente plus une condition pour l'entrée de la Turquie dans l'Union, mais un critère dont dépendra le futur « dialogue politique » entre la République Turque et l'Union Européenne.

---

ceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales doivent en rechercher la solution, avant tout, par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix ».

(86) Paragraphe 4 des Conclusions de la Présidence du Conseil européen d'Helsinki du 10-11 décembre 1999.

(87) V. *Vertice dei Balcani a Skopije. Più vicine Serbia e Albania*, in *Il Sole 24 Ore*, 26 ottobre 2000.

(88) *Council Decision of 8 March 2001 on the principles, priorities, intermediate objectives and conditions in the Accession Partnership with the Republic of Turkey (2001/235/EC)*, *Official Journal L 58*, 28.2.2001, pp. 1 ss.